

C/
BEAUX-ARTS.

Monuments historiques.
Sites et Monuments naturels.

ARRÊTÉ.

Le Ministre de l'Education Nationale

~~Le Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts~~

Vu la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque;

Vu l'avis émis par la Commission départementale des monuments et des sites naturels dans sa séance du 29 Novembre 1933;

l'adhésion

Vu l'engagement en date du 28 Février 1936 donnée par le
~~Préfixe~~ Conseil Municipal de Guebwiller

9

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.

QUATRE CHENES situés dans la forêt communale de GUEBWILLER
à l'endroit dénommé "Felselé",

sont classés parmi les sites et monuments naturels de caractère
artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département d u Haut Rhin et au
Maire de Guebwiller
qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

ART. 3.

mentionné au Livre Foncier en marge
Il sera ~~transmis au Bureau des Hypothèques~~ de la situation des arbres classés
classé.

Paris, le 7 Mai 1936

Signé: Henri Guernut

Pour ampliation.

Pour le Directeur Général des Beaux-Arts,
Membre de l'Institut :

Le Chef du Bureau des Monuments historiques,

[Signature]

LOI DU 2 MAI 1930

RÉORGANISANT

LA PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS DE CARACTÈRE ARTISTIQUE, HISTORIQUE, SCIENTIFIQUE, LÉGENDAIRE OU PITTORESQUE.

.....

ART. 11.

Les effets du classement suivent le monument naturel ou le site classé, en quelques mains qu'il passe.

Quiconque aliène un monument naturel ou un site classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

Toute aliénation d'un monument naturel ou d'un site classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au Ministre des Beaux-Arts par celui qui l'a consentie.

ART. 12.

Les propriétaires des monuments naturels ou des sites classés ne peuvent ni détruire, ni modifier l'état des lieux ou leur aspect, sauf autorisation spéciale donnée par le Ministre des Beaux-Arts, après avis des Commissions départementale et supérieure.

ART. 13.

Aucun monument-naturel ou site classé ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique, qu'après que le Ministre des Beaux-Arts aura été appelé à présenter ses observations.

Nul ne peut acquérir, par prescription, sur un monument naturel ou sur un site classé, de droit de nature à modifier son caractère ou à changer l'aspect des lieux.

Aucune servitude ne peut être établie par un mouvement sur un monument naturel ou sur un site classé qu'avec l'agrément du Ministre des Beaux-Arts.

.....

TITRE IV.

ART. 21.

Toute infraction aux dispositions de l'article 11 (aliénation d'un monument naturel ou d'un site classé), de l'article 12 (modification d'un monument naturel ou d'un site classé), de l'article 13 (servitudes) sera punie

d'une amende de cinquante à vingt mille francs (50 à 20.000 francs), sans préjudice de l'action en dommages-intérêts qui pourra être exercée au nom du Ministre des Beaux-Arts contre ceux qui auront ordonné les travaux exécutés ou les mesures prises en violation desdits articles.

ART. 22.

Quiconque aura intentionnellement détruit, mutilé ou dégradé un monument naturel ou un site classé sera puni des peines portées à l'article 257 du code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

LOI DU 20 AVRIL 1910

INTERDISANT L'AFFICHAGE SUR LES MONUMENTS HISTORIQUES

AINSI QUE SUR LES MONUMENTS NATURELS

ET DANS LES SITES DE CARACTÈRE ARTISTIQUE.

ARTICLE PREMIER.

L'affichage est interdit sur les immeubles et monuments historiques classés ainsi que sur les monuments naturels et dans les sites de caractère artistique classés.

Il peut être également interdit autour desdits immeubles, monuments et sites dans un périmètre qui sera, pour chaque cas particulier, déterminé par arrêté préfectoral sur avis conforme de la Commission des sites et monuments naturels de caractère artistique.

ART. 2.

Toute infraction aux dispositions du précédent article sera punie d'une amende de vingt-cinq francs à mille francs (25 à 1.000 francs).